Grand entretien

Bernard Rougier : « A chaque crise au Moyen-Orient, l'islamisme l'emporte »

Selon l'universitaire, le Hamas paiera le prix de son attaque, mais la situation dramatique à Gaza bénéficiera à d'autres groupes djihadistes.

Dès la fin des années 1990, il a vu les courants salafistes djihadistes gagner du terrain dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, sujet de sa thèse. Directeur du Centre des études arabes et orientales et professeur à la Sorbonne Nouvelle, Bernard Rougier est l'un des meilleurs spécialistes du Moyen-Orient comme de l'islamisme en France. Il préface la remarquable enquête de Médéric Chapitaux, *Quand l'islamisme pénètre le sport* (PUF). Pour L'Express, Bernard Rougier analyse la porosité entre Hamas et groupes djihadistes, pointe les responsabilités américaines et avertit sur le risque de contagion islamiste.

En quoi la situation actuelle au Proche-Orient, après l'attaque sanglante du Hamas, est-elle complètement inédite ?

Bernard Rougier Ce qui est inédit, c'est la mise en œuvre, dans la journée du 7 octobre, d'une « libération en actes de la Palestine », avec une souveraineté momentanée du Hamas sur le territoire d'Israël et la jouissance tirée du massacre de civils israéliens. Par l'initiative du Hamas, le rêve est devenu, l'espace d'une journée, réalité pour l'opinion palestinienne et arabe.

En regardant Al-Jazeera en arabe, à raison de plusieurs heures par jour, j'ai été frappé par la différence entre les deux référentiels. D'un côté, il y a le référentiel israélien, qui compare cette attaque du 7 octobre au 11 Septembre américain et au Bataclan, en insistant sur l'ampleur du massacre, et avec toute la sensibilité juive issue du traumatisme de la Seconde Guerre mondiale. Le référentiel arabe et palestinien, tel qu'il se dégage du récit mis en image par Al-Jazeera, s'inscrit lui dans la suite des conflits israélo-arabes, en insistant sur la disproportion des forces et le fait que l'armée de l'air israélienne tue de nombreux civils à Gaza. On est dans l'illustration du malheur arabe et musulman, dont la Palestine serait l'expression privilégiée. Mais, sur Al-Jazeera, il n'y a presque rien sur l'opération du 7 octobre, si ce n'est pour en vanter la prouesse technique. Tout est fait pour gommer le massacre commis par les combattants du Hamas, on est dans un déni total.

Avez-vous été surpris par la violence mise en œuvre par le Hamas ?

Il y a depuis longtemps une certaine porosité entre les Brigades Izz al-Din al-Qassam, branche armée du Hamas, et les milieux djihadistes à Gaza. Un groupe salafiste djihadiste, nommé l'Armée des partisans de Dieu et dirigé par un ancien des Brigades, Khalid Banat, avait en 2009 proclamé un émirat islamique à Gaza. A l'époque, le Hamas avait réprimé très violemment cette expression djihadiste, faisant une trentaine de morts. Une autre organisation, l'Armée de l'islam, est dirigée par Mumtaz Doghmouch, ancien des Brigades lui aussi. Ces groupes ne se reconnaissent pas dans le Hamas. Ont-ils exploité la journée du 7 octobre pour se livrer à des atrocités ? C'est une hypothèse. La sauvagerie mise en œuvre relève en tout cas d'un mode opératoire emprunté aux groupes djihadistes.

Pendant des années, l'Egypte a aussi subi des attaques djihadistes, partant notamment de la frontière de Gaza. En dépit d'une coordination très étroite avec l'armée israélienne, elle n'a jamais réussi à stopper ces groupes islamiques, qui passaient par les tunnels pour rejoindre Gaza. Le Hamas n'a rien fait contre eux, n'ayant aucune raison d'accomplir une prestation de sécurité pour un gouvernement égyptien qui maintient la frontière de Rafah fermée.

Il y a donc aujourd'hui une équation inconnue entre le Hamas et ces groupes djihadistes. Ce qui est certain, c'est que le Hamas a emprunté des méthodes de l'Etat islamique, même s'il se distingue fermement de Daech. Le Hamas avait déjà commis des attentats-suicides par le passé. Mais là, il y a eu une telle violence sauvage qu'elle ne peut que nuire à la cause palestinienne.

Quelle est la responsabilité de Benyamin Netanyahou ?

Depuis son élection en 1996, Netanyahou a joué le Hamas contre l'Autorité palestinienne. Il était hostile au processus d'Oslo. Même s'ils ne sont bien sûr pas sur le même plan, on a ainsi deux acteurs, Netanyahou et le Hamas, qui sont les meilleurs ennemis, n'ayant jamais voulu d'une solution à deux Etats. Le Hamas considère la Palestine comme un bien religieux qui doit être libéré pour le compte de Dieu. Même s'ils ont amendé leur charte, il reste cette idée de terre divine dont on ne peut pas disposer à sa guise, contrairement à ce que souhaitent faire les dirigeants de l'OLP.

Avant cette attaque, l'islamisme politique semblait en recul au Moyen-Orient. Cette évolution est-elle aujourd'hui remise en question ?

Sur le plan diplomatique, on sent en effet un changement au niveau des gouvernements : réformes de Mohammed ben Salmane en Arabie saoudite, rapprochement entre la Turquie et l'Egypte, signatures des accords d'Abraham. Mais, au niveau des sociétés arabes, on a vu une évolution inverse, vers plus de religiosité. La révolution syrienne a, par exemple, basculé vers le salafisme et le djihadisme. Chaque fois qu'il y a une crise dans la région, l'islamisme en sort vainqueur. Là, la symbolique palestinienne, telle qu'elle est récupérée par le Hamas, est de nature à renforcer la propagande islamique. Le Hamas va en payer le prix, mais cela bénéficiera à d'autres discours islamistes dans l'ensemble du monde musulman.

Beaucoup d'experts considèrent qu'il n'y a pas vraiment de « rue arabe », que les manifestations de solidarité pour la

« La gauche arabe n'existe quasiment plus, le nationalisme arabe a aussi échoué »



« Après la mort d'Arafat, il n'y a pas eu de leadership capable de s'affirmer comme force de contrôle à l'intérieur de la société palestinienne. Nous sommes revenus à la situation d'avant 1969, quand l'Egypte de Nasser manipulait cette cause palestinienne. FIN

H. ASSOULINE/PUF

Le professeur à la Sorbonne Nouvelle n'a jamais cru à une lutte des civilisations.

Palestine restent encore limitées au Maroc ou en Jordanie. Cela est moins vrai depuis la frappe sur l'hôpital Al-Ma'amadani [NDLR : officiellement Al-Ahli Arabi] de Gaza, quelle que soit l'origine de cette frappe. L'événement agit comme un catalyseur de colère populaire.

C'est précisément parce que les opinions publiques arabes ont intériorisé la faiblesse des Etats qu'il y a un risque de passage au terrorisme. Aucun pays arabe ne peut se dresser contre Israël. Cette frustration a donc nourri le discours de petits groupes religieux prêts à mourir. En 1978, les accords de Camp David ont mis fin à la guerre entre Israël et les pays arabes dans sa dimension étatique. Mais cela a ouvert la porte à des guerres asymétriques, avec des groupes de nature milicienne, comme le Hamas et le Hezbollah, qui ont une dimension à la fois religieuse, militaire, sociale et politique. La conflictualité avec Israël est ainsi passée des Etats à la société, dans ses marges les plus violentes. D'où, au sein de la « rue arabe », un rapport très ambigu au terrorisme, qui est à la fois condamné et admiré face à la toute-puissance américaine comme israélienne.

Que doivent faire les Américains ?

L'ampleur de la réaction israélienne et la destruction de Gaza vont souder les Palestiniens. La violence se diffusera très probablement en Cisjordanie. La réplique militaire et sécuritaire n'est pas suffisante, s'il n'y a pas aussi des perspectives politiques. Or, jusqu'à présent, seuls les Américains ont pu donner un cadre à la paix. Mais tout a été abandonné depuis l'échec des négociations de Camp David en 2000. A partir de là, alors que les Américains se sont désengagés, ils ont laissé une colonisation débridée s'accomplir en Cisjordanie, en laissant la situation en l'état après la prise de pouvoir du Hamas sur le Fatah en 2007. Les deux Palestine ont remplacé la solution à deux Etats. Le monde entier s'accommodait de cette situation. Mais, aujourd'hui, on voit les conséquences du pourrissement de la question palestinienne. Il faut réfléchir à des solutions, et non pas se contenter d'une gestion de la survie de la bande de Gaza, ainsi que d'une continuation du morcellement de la Cisjordanie.

La responsabilité américaine est considérable, car les Etats-Unis n'ont pas joué leur rôle d'intermédiaire neutre. Les paramètres de la paix avaient pourtant été définis, sur les colonies, sur Jérusalem-Est comme sur les frontières et le droit au retour des réfugiés. A Camp David, les négociations auraient dû s'engager sur ces paramètres au lieu de s'achever sur ceux-ci quand il était trop tard, lorsque la société israélienne, brutalisée par les attentats-suicides du Hamas, a voté pour la droite radicale, tandis que la société palestinienne, choquée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées en 2000, a basculé dans la seconde Intifada.

Craignez-vous le risque d'un choc des civilisations ? Le Hamas, sunnite, est aujourd'hui allié à l'Iran chiite, brouillant les habituels clivages confessionnels...

Je n'ai jamais cru à une lutte des civilisations. La gauche arabe n'existe quasiment plus. Le nationalisme arabe a aussi échoué. Dans ces situations, on utilise donc les symboles religieux pour mobiliser les foules. Le jeu des acteurs religieux est de donner l'illusion d'une guerre des civilisations. Mais nous savons qu'en réalité c'est un conflit politique qui se joue entre Israël et la Palestine. C'est une opposition entre deux nationalismes qui veulent la possession d'une même terre. Il se trouve que cette terre se situe au cœur des trois monothéismes. Mais son essence, c'est un conflit politique qui remonte à la fin du XIXe siècle.

Par ailleurs, l'idée d'une guerre des civilisations est dangereuse, car elle justifie un conflit mondial entre Occidentaux d'un côté et musulmans de l'autre. Non seulement elle ne correspond pas à la situation géopolitique, mais elle apporte en plus une caution à tous ceux qui veulent commettre des attentats.

Il est d'ailleurs frappant de voir comment les Palestiniens ont perdu le contrôle de la cause palestinienne. Yasser Arafat a fondé le Fatah en 1959. Celui-ci a pris la main sur l'OLP en 1969. Les Palestiniens ont alors pris le contrôle de leur cause, refusant que celle-ci soit définie par les régimes égyptien, jordanien ou syrien. C'est cette stratégie autonome qui a permis à l'OLP de parler au nom du peuple palestinien. Mais, aujourd'hui, c'est l'Iran ou les djihadistes qui agissent au nom de la cause palestinienne, en fixant son agenda